

Publié le 7 janvier 2021

Sébastien Prat, président de Stabus (Agglomération d'Aurillac) : « Nous devons faire aimer les transports publics au plus grand nombre »

C'est l'éternelle question de l'œuf et de la poule. La population est-elle réticente à prendre les transports en commun parce que l'offre n'est pas à la hauteur des attentes ? Ou bien l'offre reste-t-elle en deçà parce que les habitants n'en veulent pas ? Nouveau président de Stabus, gestionnaire des mobilités de la CABA (Communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac), vice-président aux transports de l'agglomération, Sébastien Prat entend bousculer les certitudes de ceux qui sont amoureusement accrochés à leur voiture.



Quelques chiffres pour planter le décor : **Aurillac compte 26 000 habitants, la CABA, 50 000 ; 25 lignes urbaines et interurbaines sont proposées aux habitants pour se déplacer** ; elles sont essentiellement fréquentées par les scolaires, les habitants et autres actifs préférant recourir à la voiture pour se déplacer puisque **5 % in fine (seulement) de la population choisissent le bus comme moyen de transport privilégié**. Une navette gratuite a été installée en périphérie de la ville pour permettre à ceux qui viennent de l'extérieur de ne pas entrer dans la ville ; elle rencontre un réel succès, à tel point qu'un deuxième parking de délestage est dans les cartons des nouveaux édiles. **Sébastien Prat, nouveau président de [Stabus](#), entend presser le pas sur les mobilités.**

5 % des habitants de l'agglomération prennent les transports publics. Ce chiffre ne nous satisfait pas...

Oui. Nous devons faire mieux. Et pour y arriver, il faut d'abord redonner confiance dans les transports publics, confiance érodée par la crise sanitaire. **Nous avons déjà enrichi notre offre de transports alternatifs, comme les vélos à assistance électrique ou la facilitation des trajets piétons**. Mais, pour l'heure, les habitants de la CABA préfèrent la voiture aux transports en commun. Nos bus circulent, de 6h30 à 19h30. Reste à savoir pourquoi ils ne sont pas suffisamment empruntés par la population. **Nous inaugurerons en 2022 un pôle intermodal autour de la gare SnCF**. C'est un marqueur, un rendez-vous dans le calendrier qui doit nous permettre de diversifier les mobilités.

Devez-vous affiner votre perception des attentes de la population en la matière ?

Absolument. On ne peut se lancer dans un tel chantier sans avoir des données fiables en amont. **Cette enquête déplacements doit être rapidement menée**. Les 50 salariés de la Stabus font parallèlement preuve d'une grande capacité d'adaptation. La population nous suggère régulièrement de nouveaux trajets.

Nous sommes en mesure de les tester, sur six mois. Mais le niveau de fréquentation espéré est rarement atteint. **Nous misons aussi beaucoup sur l'enrichissement de l'offre ferroviaire.** Aujourd'hui, trois lignes arrivent à la gare SnCF. Il est nécessaire de disposer d'une vision intermodale pour que toutes les offres de déplacements s'harmonisent entre elles.

Les alternatives à la mobilité sont-elles plus difficiles à mettre en œuvre dans les territoires ruraux ?

Nous n'avons pas cette culture, dans les territoires ruraux ou semi-ruraux. En revanche, dans les villes moyennes, les initiatives peuvent être mises en œuvre plus rapidement. Nous sommes aujourd'hui à mi-chemin. Mais **il est clair que nous ne mettrons pas en œuvre des services que la population n'adopterait pas.** Un véritable débat citoyen doit être mené sur ce sujet.